

Diplomatie.

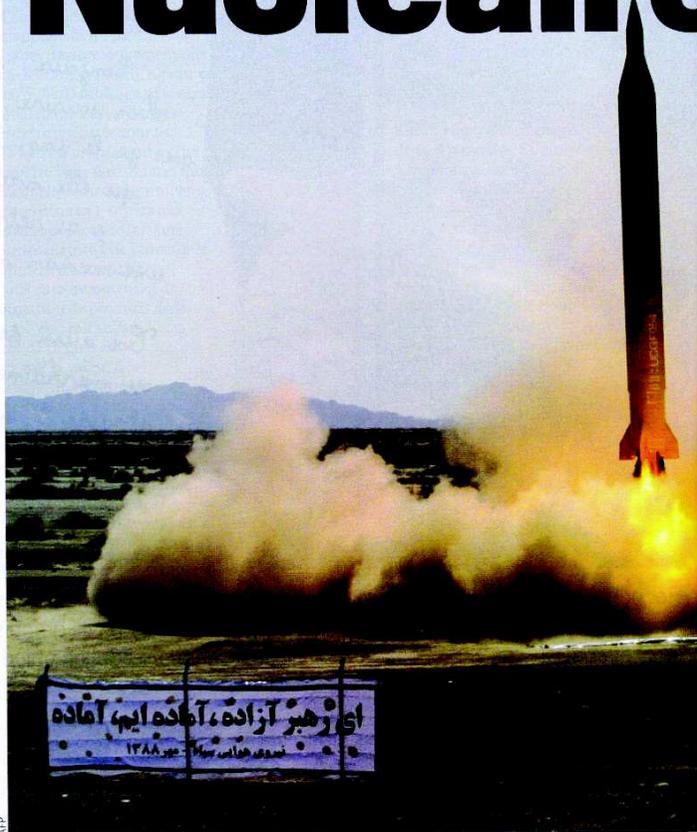
Une semaine après la révélation de l'existence d'un second site d'enrichissement d'uranium en Iran, le groupe des Six se réunit à Genève avec un négociateur iranien.

Perspectives.

Les attentes liées à la rencontre jeudi 1^{er} octobre à Genève entre le groupe des Six traitant du dossier du nucléaire iranien (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie, Chine, Allemagne), le haut représentant européen, Javier Solana, et le négociateur iranien, Saïd Jalili, restent modestes. Et pour cause. Initialement, il s'agissait d'obtenir la réponse des Iraniens à un gel de l'accroissement des sanctions de l'ONU associé à un ensemble d'incitations commerciales et politiques en échange d'une suspension par Téhéran de ses activités nucléaires sensibles. Cette offre du «double gel» est toujours sur la table. Mais la réunion intervient une semaine après que Téhéran ait révélé de lui-même, le 21 septembre, dans une lettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'existence d'un second site nucléaire, près de Qom. Un site pouvant abriter jusqu'à 3000 centrifugeuses : pas assez pour fabriquer du combustible destiné à une centrale nucléaire, mais suffisamment pour produire de l'uranium hautement enrichi, matière fissible indispensable à l'élaboration d'une arme atomique. A cela s'ajoute une nouvelle série d'essais de missiles de courte, moyenne et longue portée réalisés par la république islamique les 27 et 28 septembre.

Et pourtant, dans ce contexte tendu, les gestes de bonne volonté se multiplient. Un émissaire de l'administration Obama sera autour de la table des négociations et, selon le département d'Etat, le président américain

Nucléaire iranien :

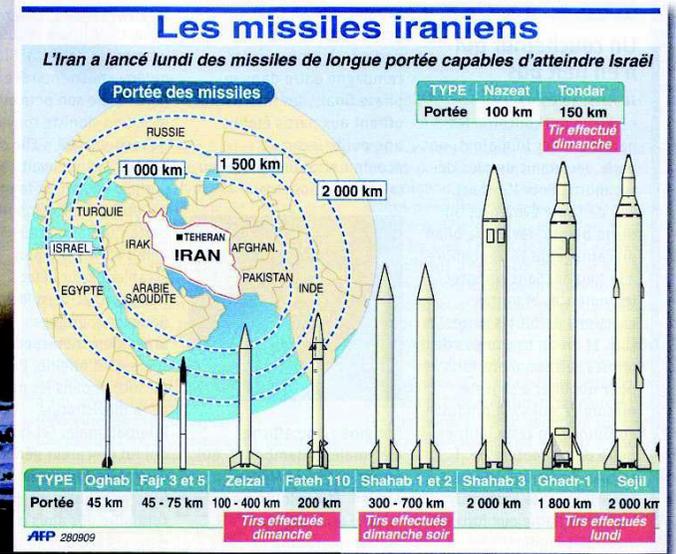


énième épisode

a donné l'autorisation à son négociateur, le directeur politique William Burns, de rencontrer son homologue iranien en marge de la séance plénière, s'il le souhaite. Ce n'est pas la 1^{re} fois que Burns participe à une réunion avec la délégation iranienne : George Bush lui avait déjà confié ce rôle, en juillet 2008, lors de la précédente réunion multilatérale, mais aucun échange direct n'avait eu lieu entre les deux parties. L'administration Obama a également autorisé le ministre iranien des affaires étrangères, Manoucher Mottaki, qui se trouvait à New York aux Nations Unies, à se rendre à Washington pour visiter la section d'intérêts iraniens installée à l'ambassade du Pakistan, en l'absence de relations

diplomatiques entre les deux pays. Une telle visite n'avait pas eu lieu depuis plus de 10 ans. Parallèlement, à Téhéran, l'ambassadeur suisse, qui représente les intérêts américains, a reçu l'autorisation de rendre visite à 3 Américains arrêtés début août au Kurdistan. Téhéran s'était aussi empressé d'annoncer que le second site serait placé sous la surveillance

Et pourtant, dans ce contexte tendu, les gestes de bonne volonté se multiplient.



de l'AIEA. Enfin, l'Iran a accepté de parler d'un aspect spécifique de son programme d'enrichissement en évoquant son souhait d'importer de l'uranium enrichi à 20%, destiné à un réacteur de recherche : une première.

Entre bonnes volontés et crispations

Mais Obama sait aussi qu'il doit éviter d'avoir l'air naïf ou faible. Pour cela, il tente de présenter un front uni au Conseil de sécurité. Des progrès semblent à l'ordre du jour du côté de Moscou : une attitude conciliante qui s'explique notamment par l'abandon par Obama du projet de bouclier antimissile. De son côté, Pékin demeure attentiste. Par ailleurs,

l'échéance de la fin de l'année semble ainsi confirmée : passé ce délai, si l'Iran n'obtempère pas, de nouvelles sanctions, sévères, seront prises. Il n'empêche que le groupe des Six doit garder à l'esprit que le recours aux sanctions reste généralement contre-productif. Après tout, rien ne justifie la politique des deux poids-deux mesures dans la région, sous prétexte que Téhéran est signataire du Traité de non-prolifération (TNP). Pourquoi Israël, sous prétexte qu'il n'est pas signataire du TNP, et qui a ébranlé le premier la donne nucléaire au Moyen-Orient, bénéficie-t-il d'une attitude conciliante de la part de la communauté internationale ?

AMINA BOUBIA